

POUR SORTIR DE LA NASSE
Un article du Diplo de novembre 10
SLAVOJ ZIZEK, philosophe slovène

Dans les pays européens, la colère gronde. Une profonde envie de changement se manifeste sur fond d'exaspération sociale. Mais la stratégie politique n'est pas au rendez-vous.

Ces protestations ont donné le jour à deux fictions :

-celle des médias et du gouvernement qui soutiennent que les restrictions budgétaires ne sont que des réponses techniques à des impératifs financiers, qu'il ne s'agit aucunement de choix politiques. Nous devons nous serrer la ceinture pour que l'économie ne s'effondre pas.

-celle des grévistes et des manifestants qui ne voient dans ces restrictions budgétaires qu'un outil aux mains du capital pour détruire ce qui reste de « l'Etat-providence »

Même si elles contiennent qq éléments de vérité, ces deux assertions sont fondamentalement erronées.

Les dirigeants européens refusent de dire clairement que l'énorme déficit public résulte des milliards engloutis dans la défense des banques, que l'aide à la Grèce est d'abord une aide à rembourser les banques françaises et allemandes.

En face, la gauche n'a d'une part aucune proposition sérieuse de programme et de ce côté-ci de l'échiquier, on refuse de voir que si nous restons dans ce fonctionnement de l'économie globalisée, il n'est pas possible de ne pas accepter les sacrifices imposés aux travailleurs, aux étudiants, aux retraités.

Une chose est sûre : nous entrons dans un état d'urgence économique permanent., avec la promesse de plans d'austérité toujours plus sévères, d'économies de plus en plus drastiques qui concerneront la santé, l'éducation, la vieillesse et une précarité de l'emploi toujours accrue.

La gauche est dos au mur ; il faut qu'elle explique que cette crise économique est une crise politique, que ce système économique est le résultat de décisions politiques, et que tant que l'on reste dans son cadre, il faut en respecter les règles sous peine de désastre.

Il serait illusoire d'espérer que la crise aura des conséquences limitées et que le capitalisme européen continuera à garantir un niveau de vie correct à sa population.

Car tous les réquisitoires, les enquêtes, les ouvrages, les reportages sur l'horreur du capitalisme et ses banquiers corrompus, son saccage de l'environnement ne remettent jamais en cause le cadre libéral-démocratique dans lequel ce capitalisme s'exerce : on ne parle que de « réguler » le capitalisme.

Cependant, dans l'état d'urgence économique dans lequel nous nous trouvons, il saute aux yeux que nous n'avons pas affaire à des mouvements financiers aveugles, mais à des interventions stratégiques mûrement réfléchies par les pouvoirs publics et les institutions financières qui entendent résoudre la crise selon leurs propres critères et à leur avantage, surtout.

C'est donc une contre-offensive qu'il faut envisager. Mais ces considérations ne peuvent qu'ébranler le confort des intellectuels radicaux. A mener une existence moelleuse et protégée, ne sont-ils pas tentés de bâtir des scénarios-catastrophes pour justifier la conservation de leur niveau de vie ? La révolution, c'est mieux à Cuba ou au Venezuela ; cela réchauffe le cœur, mais permet la promotion de leurs carrières en Europe !! Et pourtant, ils pourraient y avoir le vrai changement qu'ils appellent de leurs vœux !!

L'idée d'une transformation radicale de la société ressemble donc à un rêve impossible. Mais c'est justement ce rêve impossible qui doit nous faire réfléchir.

Car, nous remarquons que dans certains domaines les loisirs et les technologies, on nous martèle que « rien n'est impossible » : on peut télécharger ce que l'on veut sur internet, les manipulations du génome humain amélioreront nos capacités physiques et psychiques.

En revanche, dans le domaine socio-économique, il faut savoir ne pas s'engager dans de grandes actions collectives, ne pas s'accrocher à l'Etat-providence, sous peine de perdre en compétitivité et donc de provoquer une crise économique .

Aujourd'hui, l'idéologie dominante s'efforce de nous persuader de l'impossibilité d'un changement radical, de l'impossibilité d'une abolition du capitalisme, de l'impossibilité de la création d'une démocratie qui ne se réduirait pas à un jeu parlementaire corrompu.

Notre situation actuelle se situe à l'exact opposé de celle qui prévalait au début du XXème siècle, quand la gauche savait ce qu'elle devait faire, mais devait attendre patiemment le moment propice pour passer à l'acte. Aujourd'hui, nous ne savons pas ce que nous devons faire , mais nous devons agir tout de suite, car notre inertie pourrait bientôt avoir des conséquences désastreuses.